

Initiatives ministérielles

Comme je l'ai mentionné, nous avons entendu le ministre des Finances dire que le gouvernement comblerait tout déficit. Quelques mois plus tard, en juin, il a imposé une hausse de 24 p. 100.

Nous sommes maintenant en décembre et nous assistons à une autre augmentation. Pourquoi ces augmentations constantes? C'est parce que de plus en plus de travailleurs sont mis au chômage, de sorte que de plus en plus de gens touchent des prestations d'assurance-chômage. De moins en moins de Canadiens contribuent au régime d'assurance-chômage.

C'est un cercle vicieux. Nous n'allons jamais nous rattraper, à moins que nous ne trouvions un plan ou un programme qui permettra de créer des emplois. C'est cela la solution: le plein emploi. Alors, personne n'aura besoin de subventionner le régime d'assurance-chômage.

Au train où vont les choses, de plus en plus de travailleurs sont mis à pied et touchent des prestations d'assurance-chômage. Cela ne finira jamais.

L'amendement proposé par le député d'Essex—Windsor aura pour effet de corriger un tort. Il obligera le gouvernement à respecter la déclaration qu'a faite le ministre des Finances, c'est-à-dire que le gouvernement comblerait tout déficit.

Nous ne pouvons plus tolérer la politique économique et les mesures de restrictions financières du gouvernement, qui dit à tous les autres Canadiens qu'ils doivent se serrer la ceinture, alors que lui ne le fait pas. Le gouvernement veut reprendre tous les fonds qu'il verse dans les programmes, il veut s'en laver les mains et il veut que les contribuables écopent pour son échec.

Nous avons besoin d'une responsabilité financière, et elle doit commencer de ce côté-là de la Chambre. Nous avons besoin d'un gouvernement qui manifestera un peu de confiance dans notre pays, car la confiance qui existait s'est érodée. Au Canada, le moral est si bas que tous les Canadiens veulent s'installer ailleurs. Où vont-ils aller pour trouver du travail? Un magasin d'alimentation, installé à Timmins depuis 30 ans, a annoncé la semaine dernière qu'il allait fermer ses portes. Il va complètement cesser ses activités.

Les banques d'alimentation se multiplient. Il y a quelque chose qui ne va pas. Les gens n'ont pas d'argent pour l'épicerie parce qu'ils ne travaillent pas. Chaque semaine, des mines annoncent qu'elles vont fermer leurs portes et qu'elles vont faire des mises à pied. Si l'on n'intervient pas bientôt, l'industrie minière va disparaître.

Il est temps que les Canadiens se rendent compte que quelque chose doit changer, et c'est ce message qui doit être transmis au gouvernement. Ce projet de loi C-20, qui permet au gouvernement de retirer son aide financière à tous les programmes, n'est pas du tout acceptable.

Lorsque les articles 8, 9 et 10 de ce projet de loi seront mis aux voix, j'espère que nous allons tous nous lever pour appuyer les amendements présentés par mon collègue d'Essex—Windsor. Il est clair que si nous voulons survivre, nous ne pouvons plus ajouter au fardeau fiscal des employeurs et des salariés. Si nous voulons vraiment créer des emplois, je crois que ce gouvernement doit commencer par investir plus d'argent là où il le faut.

Il ne fait aucun doute dans l'esprit des Canadiens que nous devons payer des taxes dans ce pays. Nous sommes disposés à le faire. Ce que nous n'aimons pas, c'est l'usage qu'on fait de l'argent. Si l'argent était dépensé là où il le faut, nous n'aurions pas besoin de subventions. Le gouvernement n'aurait pas besoin d'intervenir tout le temps pour nous tirer d'affaire parce que nous aurions un système qui permettrait à l'argent de se régénérer et de retourner aux organismes d'où il provient.

En conclusion, j'espère que lorsqu'il s'agira de voter sur les amendements proposés aux articles 8, 9 et 10 du projet de loi C-20, nous allons tous nous lever pour les approuver.

Le président suppléant (M. Paproski): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le président suppléant (M. Paproski): Le vote porte sur la motion no 1. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

• (1340)

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): À mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés: